

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1949

N° 1

ÉCHANGE DE NOTES

(17 août et 16 novembre 1949)

ENTRE

LE CANADA ET LA BELGIQUE

CONSTITUANT

UN ACCORD DE RÉCIPROCITÉ

EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES DOMMAGES DE
GUERRE AUX BIENS PRIVÉS

En vigueur le 17 août 1949

TREATY SERIES 1949

No. 1

EXCHANGE OF NOTES

(August 17 & November 16, 1949)

BETWEEN

CANADA AND BELGIUM

CONSTITUTING

A RECIPROCAL AGREEMENT

RELATING TO COMPENSATION FOR WAR DAMAGE
TO PRIVATE PROPERTY

Effective August 17, 1949



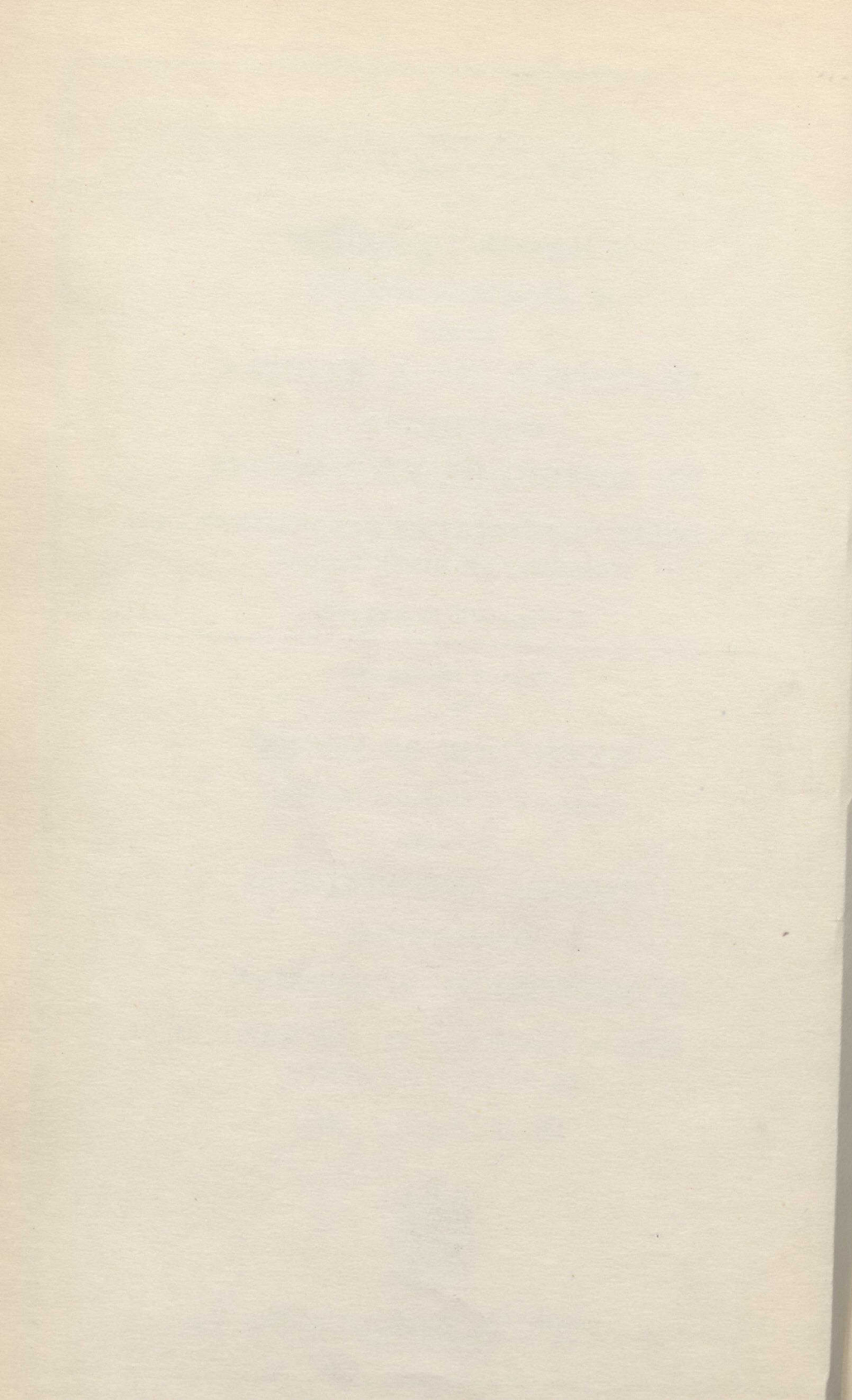
EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
QUEEN'S PRINTER AND CONTROLLER OF STATIONERY
OTTAWA, 1953

32756576
b163382x

53798185
b3184249

Prix: 25 cents

Price: 25 cents



CANADA

RECUEIL DES TRAITÉS 1949

No 1

ÉCHANGE DE NOTES

(17 août et 16 novembre 1949)

ENTRE

LE CANADA ET LA BELGIQUE

CONSTITUANT

UN ACCORD DE RÉCIPROCITÉ

EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES DOMMAGES DE
GUERRE AUX BIENS PRIVÉS

En vigueur le 17 août 1949

TREATY SERIES 1949

No. 1

EXCHANGE OF NOTES

(August 17 & November 16, 1949)

BETWEEN

CANADA AND BELGIUM

CONSTITUTING

A RECIPROCAL AGREEMENT

RELATING TO COMPENSATION FOR WAR DAMAGE
TO PRIVATE PROPERTY

Effective August 17, 1949



EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
QUEEN'S PRINTER AND CONTROLLER OF STATIONERY
OTTAWA, 1953

ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU CANADA ET DE LA BELGIQUE CONSTITUANT UN ACCORD DE RÉCIPROCIÉ EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE AUX BIENS PRIVÉS. BRUXELLES, 17 AOÛT ET 16 NOVEMBRE 1949

(17 août et 16 novembre 1949)

LE CANADA ET LA BELGIQUE
CONSTITUANT
UN ACCORD DE RÉCIPROCIÉ
EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES DOMMAGES DE
GUERRE AUX BIENS PRIVÉS

I

DIRECTION GÉNÉRALE P

Direction de l'Organisation internationale et du Règlement de la Paix

N° R.10.25/49/4368

En vigueur le 17 août 1949

17 août 1949

Monsieur l'Ambassadeur,

TREATY SERIES 1949

Par note du 30 décembre 1947, l'Ambassade du Canada à Bruxelles a bien voulu exprimer le désir de voir conclure entre le Canada et la Belgique un accord de réciprocité en matière de réparation des dommages de guerre aux biens privés.

(August 17 & November 16 1949)

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement belge, animé du même désir, est prêt à accorder aux ressortissants canadiens sinistrés en Belgique le traitement national belge prévu par la législation en vigueur, ou pouvant être mise en vigueur par la suite, concernant l'indemnisation des dommages de guerre aux biens privés si, de son côté, le Gouvernement canadien accorde, ainsi qu'il l'a proposé, aux ressortissants belges sinistrés au Canada le traitement national en la matière.

Pour pouvoir bénéficier du traitement national belge, les intéressés, personnes physiques ou morales, devront justifier de la qualité de ressortissant canadien à la fois à la date du sinistre et à la date de la mise en vigueur du présent accord. Ce bénéfice est également reconnu aux personnes qui avaient la qualité de ressortissant canadien uniquement à l'une des deux dates précitées et celle de ressortissant soit de la Belgique, soit d'un autre pays avec lequel la Belgique a conclu un accord de réciprocité en matière de dommages de guerre, à l'autre date.

Pour bénéficier du traitement national canadien, les intéressés, personnes physiques ou morales, devront prouver, sur la base des lois en vigueur, leur qualité de ressortissant belge soit comme citoyen, soit comme sujet (Congo belge). Le bénéfice de cette disposition sera également attribué aux ressortissants du Ruanda-Urundi.

(Translation)

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF CANADA AND BELGIUM, CONSTITUTING A RECIPROCAL AGREEMENT RELATING TO COMPENSATION FOR WAR DAMAGE TO PRIVATE PROPERTY. BRUSSELS, 17 AUGUST AND 16 NOVEMBER 1949

I
DIRECTORATE-GENERAL P

Department of International Organization and of the Settlement of the Peace

No. R.10.25/49/4368

17 August 1949

Your Excellency,

In a note dated 30 December 1947 the Canadian Embassy in Brussels expressed the wish that a reciprocal agreement be concluded between Canada and Belgium concerning reparation of war damage to private property.

I have the honour to inform Your Excellency that the Belgian Government, which is also anxious to see an agreement of this nature concluded, is prepared to grant to Canada nationals who sustained war damage in Belgium the same treatment as that given to Belgian nationals under Belgian legislation in force or subsequently to be enacted concerning compensation for war damage to private property if the Canadian Government, for its part, also grants, as it has proposed to do, the national treatment to Belgian nationals who sustained war damage in Canada.

For the purpose of enjoying the benefit of Belgian national treatment, the applicants, whether individuals or bodies corporate, must produce evidence to show that they had Canadian nationality both when the damage was sustained and when this agreement came into force. Persons who were Canadian nationals on one only of these dates and were, on the other date, either Belgian nationals or nationals of another country with which Belgium has concluded a reciprocal agreement concerning war damage, shall also enjoy the benefit of Belgian national treatment.

For the purpose of enjoying the benefit of Canadian national treatment, the applicants, whether individuals or bodies corporate, must produce evidence to show that under the legislation in force they are Belgian nationals, either as citizens or as subjects (Belgian Congo). The benefits of this provision shall also extend to the nationals of Ruanda-Urundi.

En vue de l'application du dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 1^{er} octobre 1947, les capitaux des sociétés belges appartenant à des Canadiens seront assimilés aux capitaux détenus par des Belges, à condition que, réciproquement, au Canada, les capitaux belges soient, à cet égard, assimilés aux capitaux détenus par des Canadiens. Il y aura aussi assimilation complète en ce qui concerne les membres des associations sans but lucratif.

Les dommages de guerre aux navires et bateaux belges étant indemnisés par l'État belge, quel que soit le lieu du sinistre (article 1^{er}, paragraphe 2, de la loi du 1^{er} octobre 1947), ne seront pas compris dans le cadre des dispositions du présent arrangement; il en sera de même à titre de réciprocité des navires canadiens, qui ne pourront donc donner lieu à une demande d'indemnité en Belgique. Ces limitations ne valent toutefois que pour les bâtiments proprement dits et pour les agrès, appareaux et accessoires nécessaires à la navigation; elles ne s'appliqueront pas aux cargaisons, au mobilier et aux objets personnels des marins, bateliers ou passagers.

Enfin, la loi belge du 1^{er} octobre 1947 déterminant l'indemnisation en fonction du patrimoine des sinistrés, ceux-ci sont tenus d'introduire une déclaration relative à la consistance et à l'estimation de leur patrimoine à la date du 9 octobre 1944 (arrêté du Régent du 7 novembre 1947). Il en résulte que les ressortissants canadiens qui sollicitent le bénéfice de la loi précitée auront pour obligation de produire un relevé semblable; ce relevé pourra être soumis au contrôle des autorités belges et canadiennes compétentes.

Si les dispositions qui précèdent rencontraient l'approbation du Gouvernement canadien, je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me le faire savoir sans délai.

En pareil cas, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence constitueraient l'Arrangement entre les deux Gouvernements, qui entrerait en vigueur dès ce moment.

Les intéressés devraient, sous peine de forclusion, introduire leurs requêtes dans un délai de trois mois, prenant cours dans chaque pays à partir de la publication de l'Accord.

Un même délai de trois mois serait accordé dans la suite pour l'introduction des demandes fondées sur des dispositions légales qui interviendraient ultérieurement.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

A son Excellence Monsieur Victor Doré
Ambassadeur du Canada
Bruxelles

For the purpose of the last paragraph of subsection 2 of section 3 of the Act of 1 October 1947, Canadian capital invested in Belgian companies shall be treated as capital held by Belgian nationals, provided that Belgian capital in Canada is treated as capital held by Canadian nationals. Equality of treatment shall also be granted to members of non-profit organizations.

Since war damage to Belgian ships and boats is compensated for by the Belgian Government whatever the place where the damage was sustained (section 1, paragraph 2, of the Act of 1 October 1947), the provisions of this agreement shall not apply to war damage to Belgian ships and boats; similarly, and on the basis of reciprocity, no application for compensation in respect of Canadian vessels shall be made in Belgium. Nevertheless, these limitations shall only apply to vessels proper and to the tackle and accessory equipment necessary for navigation; they shall not apply to cargoes, furniture or to the personal belongings of the sailors, boatmen or passengers.

Since, under the Belgian Act of 1 October 1947, the amount of compensation payable is proportionate to the personal wealth of the persons who suffered the war damage, they are required to file a statement setting forth the nature and estimated value of their property as constituted on 9 October 1944 (Regent's Order of 7 November 1947). Accordingly, Canadian nationals who apply for compensation under the above-mentioned Act will be required to make a similar statement; this statement may be subject to inspection by the competent Belgian and Canadian authorities.

I should be grateful if Your Excellency would be good enough to inform me at his earliest convenience whether the above arrangements are agreeable to the Canadian Government.

If so, this letter and your reply thereto will constitute the agreement between our two Governments which would come into force on this date.

Applicants should file their requests within three months from the date of publication of the agreement in each country; otherwise, they would forfeit their rights.

A subsequent time-limit of three months would be allowed for the filing of claims based on legal provisions enacted later.

I have the honour to be, etc.

To His Excellency Mr. Victor Doré
Canadian Ambassador
Brussels

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01016062 3

